

CONGRES DE L'ASSP, LUCERNE, 2-3 FEVRIER 2012

GROUPE "POLITIQUES PUBLIQUES"

APPEL A COMMUNICATION

L'instrumentation de l'action publique : repenser l'Etat en action

Session organisée au nom du Groupe "Politiques Publiques" par

Martin Benninghoff (*Université de Lausanne*) &

Frédéric Varone (*Université de Genève*)

martin.benninghoff@unil.ch frederic.varone@unige.ch

Depuis une dizaine d'années, l'étude des instruments de l'Etat connaît un renouveau tant en France que dans les pays anglo-saxons. Ce renouveau conduit non seulement à repenser les catégories traditionnelles d'analyse de l'action publique (formulation et mise en œuvre des politiques publiques), mais également à dépasser une approche plutôt fonctionnelle et technocratique de l'action publique au profit de perspectives néo-institutionnelle, sociohistorique ou interactionniste.

Ces nouvelles approches font notamment écho à différentes transformations des sociétés telles que notamment: les réformes néolibérales et managériales du service public; l'émergence de nouveaux enjeux de société (écologies, bioéthique, sanitaire, pauvreté, immigration, sécurité, etc.); l'internationalisation et l'eupéanisation des politiques publiques; la politisation accrue de l'action de l'Etat, etc.

Dès lors, le questionnement sur « l'Etat en action » s'est quelque peu déplacé. Il ne s'agit plus (seulement) d'aborder les instruments d'action publique comme des dispositifs techniques et sociaux que les agents de l'Etat (décideurs politiques, parlementaires, fonctionnaires, etc.) sélectionnent en fonction de différents facteurs/contextes dans le but de résoudre des problèmes de société. On peut également considérer ces instruments à la fois comme des techniques de pouvoir organisant les rapports sociaux entre gouvernants et gouvernés et des dispositifs de savoirs (statistiques, informatique, biologie, économie, nanotechnologies, communication, etc.) produisant des effets de vérité, des représentations légitimes sur les enjeux de société, les « groupes cibles » des politiques et autres usagers des services publics, ainsi que sur l'espace public. Dans une telle perspective, les instruments sont à la fois "vecteurs" de changements et "révélateurs" de ceux-ci: ils produisent du social et sont le produits de rapports sociaux.

Cette session souhaite aborder le thème de l'instrumentation à différents niveaux d'action publique et à l'aide de différentes perspectives analytiques (néo-institutionnalisme, sociohistoire, interactionnisme, etc.) et méthodologiques. Plusieurs questionnements peuvent être abordés:

- *La fabrique des instruments :*

- Analyser la fabrique, l'institutionnalisation, et la naturalisation des instruments d'action publique en soulignant, notamment, la manière dont l'expertise scientifique (les "sciences du gouvernement") façonne et légitime de nouveaux instruments (problématiser le rapport *savoir/pouvoir*).
- Rendre compte de la manière dont l'internationalisation des « enjeux de société » (écologie, migration, économie, sécurité, etc.) et des politiques publiques modifie le jeu des acteurs et les rapports de force lors de la fabrique de l'instrumentation de l'action publique.

- *Production d'espaces publics et de catégories sociales par les instruments*

- Articuler réformes néolibérales (managériales) de l'administration, instrumentation (p.ex. assurance invalidité, loi sur le chômage, etc.), et catégorisation ou re/dis-qualification des citoyens (p.ex. invalides, chômeurs, chercheurs-entrepreneurs, pollueurs, etc.).
- Rendre compte des rapports entre instruments (p.ex. vidéo-surveillance, zone d'exclusion, AOC), production d'espaces publics (p.ex. quartier, transports publics, gare, région agricole, etc.), et contrôle des groupes sociaux (p.ex., bénéficiaires d'un service, habitants, requérants d'asile, dealers, etc.).

- *Structuration des rapports sociaux (gouvernants-gouvernés) par les instruments*

- Analyser les interactions entre les "street-level bureaucrats" (les "agents au guichet") des administrations en charge d'appliquer un instrument et les citoyens, usagers, « ayants droit » (p.ex. chômeur, requérant d'asile, "invalides") ; étude du pouvoir discrétionnaire des agents au guichet des administrations.
- Décrire la manière dont certains instruments sont *auto-administrés* par les usagers et peuvent être interprétés comme des « techniques de soi » (une « micro-physique » du pouvoir) qui interviennent sur la production du sujet-citoyen.
- Dans un contexte de crise économique, analyser les activités de résistance, d'opposition, de détournement des instruments d'action publique par les citoyens/usagers.

- *Les instruments et le système politique*

- Comparer un même instrument dans des contextes politiques différents (villes, cantons, pays).
- Identifier les rapports entre institutions politiques (fédéralisme, démocratie directe, néo-corporatisme, etc.) et appréhensions/fabrique des instruments de l'Etat.

Références

Dubois, V. (2010), "Politiques au guichet, politique du guichet", in: O. Borraz, V. Guiraudon, (dir.), *Politiques publiques 2. Changer la société*, Presses de Sciences-po, p. 265-285.

Fineman, S. (1998), « Street-level Bureaucrats and the Social Construction of Environmental

Control », *Organization Studies*, November (19): 953-974.

Hood, C. (2007), « Intellectual obsolescence and intellectual makeovers reflections on the tools of government after two decades », *Governance* 20(1): 127-144.

Ihl, O., Kaluszynski (2002), « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue française d'administration publique*, 2(102) : 229-243.

Laborier, P., Trom, D. (eds.) (2003). *Historicités de l'action publique*. Paris : PUF

Lascoumes, P., Le Galès, P. (eds) (2005). *Gouverner par les instruments*. Paris : Presses de Sciences Po

Lascoumes, P., Simard, L. (2011), “L’action publique au prisme de ses instruments”, *Revue française de science politique* 6(11) : 5-22.

Lispky, M. (1980), *Street-level bureaucracy*. New-York: Russell Sage Foundation.

Meyers, M. K., Vorsanger, S. (2005). “Street-Level Bureaucrats and the Implementation of Public Policy”, in: G. B. Peters, J. Pierre (eds.), *Handbook of Public Administration*. London: SAGE.

Salamon, L. (ed.) (2002), *The tools of government. A guide to new governance*, Oxford: Oxford University Press.

Deadline for paper proposals: 1.10.2011

Deadline for paper acceptance notification: 24.10.2011

Deadline for paper submission: 13.1.2012

<http://www.sagw.ch/fr/svpw/taetigkeiten/Kongress/Kongress-2012/Call-for-papers.html>